

Les classes moyennes et la ségrégation urbaine

MARCO OBERTI & EDMOND PRÉTECEILLE

Institut d'Études Politiques et Observatoire Sociologique du Changement

27, rue Saint-Guillaume

75337 Paris cedex 07

<http://osc.sciences-po.fr/>

Si les dimensions spatiales étaient présentes dans l'étude des classes moyennes en France durant la période des années 1960 au début des années 1980 (Chamboredon & Lemaire 1970, Pinçon 1982, Dagnaud & Mehl 1982, Bidou & al. 1983, Bidou 1984, Chalvon-Demersay 1984, Benoit-Guilbot 1986), elles ont par la suite, à l'exception de quelques travaux (Grafmeyer 1991, Authier 1993, 2002), été moins prises en compte alors qu'elles sont devenues centrales dans les travaux sur les classes supérieures et surtout les classes populaires. Dans la mesure où la visibilité spatiale de ces dernières était non seulement plus forte, mais aussi plus imbriquée dans les débats sur la question sociale, les logiques de ségrégation sont en effet devenues des thèmes majeurs dans l'étude des classes populaires.

On observe ainsi un changement significatif dans le passage des années 1970 —où les nouvelles classes moyennes sont un enjeu de débat central, politique, culturel et urbain— aux années 1990 où progressivement la dualisation et l'exclusion dominent le débat, avec une focalisation sur les banlieues, les quartiers en difficulté et aussi, directement ou indirectement, sur l'immigration. La question du rapport des classes populaires aux classes moyennes résidant encore dans ces quartiers est certes souvent évoquée dans ces travaux, mais soit pour expliquer en partie le processus de disqualification de ces espaces et des populations y résidant, soit pour mettre en évidence des tensions entre catégories sociales. En revanche, les relations sociospatiales entre les classes moyennes d'une part et, d'autre part, tant les classes supérieures que les classes populaires ne résidant pas dans les quartiers d'habitat social stigmatisés, ont été peu étudiées. Or les situations de coprésence de ces

classes caractérisent la structure et l'évolution d'une partie majoritaire de la métropole parisienne.

Il nous est donc apparu nécessaire de reprendre non seulement les travaux ayant pris les classes moyennes urbaines comme objet d'étude mais aussi les principaux schèmes théoriques mobilisés sur cette question afin de les confronter à des recherches empiriques menées récemment sur la métropole parisienne. Notons que la dimension ethno-raciale n'est pas traitée ici bien qu'elle recoupe celle des inégalités et des classes et complexifie les hiérarchies et les inégalités professionnelles en produisant des logiques de discrimination spécifiques.

L'analyse localisée des classes moyennes en France : quelques recherches significatives

Le programme du CNRS "Observation comparée du changement social" lancé à la fin des années 1970 (*Cahiers de l'Observation du changement social* 1982) comportait un volet sur l'analyse localisée des classes sociales, particulièrement des classes moyennes. Le nombre important de terrains d'enquête permettait d'intégrer à la fois des quartiers de grandes villes (Paris, Lyon, Marseille), du périurbain (Cergy-Pontoise) et des villes, petites et moyennes (Martigues, Manosque, etc.). L'une des hypothèses fortes reposait sur la pertinence du local comme lieu d'agencement concret des rapports sociaux. La comparaison des localités mettait ainsi en évidence le poids du local (vie et acteurs politiques, tissu associatif, mode d'urbanisation, culture et tradition locales) dans la façon dont les groupes sociaux cohabitaient et se mettaient en scène, tout en faisant ressortir des caractéristiques communes à certaines classes sociales. Un intérêt particulier fut accordé aux classes moyennes salariées qui partout, alors, apparaissaient comme des acteurs de premier ordre dans l'organisation de la vie sociale. Dans les petites villes, elles donnaient le ton et occupaient le pouvoir local (Laborie & Vergès 1986). L'investissement associatif et le développement des activités culturelles et sportives étaient des sphères privilégiées d'investissement de ces groupes sociaux pour être reconnus par les autres. Cependant, dans ces petites villes, les questions de ségrégation n'ont jamais été centrales.

Dans les quartiers des grandes villes (le XIV^e arrondissement à Paris ou la Croix-Rousse à Lyon), la problématique était aussi celle de l'identité locale et du "pouvoir résidentiel des couches moyennes". Quelles étaient dans ces environnements plus diversifiés, les stratégies de construction de l'identité locale de ces couches ? L'un des axes était de considérer que le champ résidentiel était pertinent pour les saisir. Dans les petites villes, le local, incarné par le quartier, constituait le lieu privilégié d'expression politique et culturelle de

ces classes moyennes urbaines plutôt diplômées. Cette quête identitaire donnait lieu à un investissement associatif, produisant quasiment une situation de monopole marquée par une ségrégation sociale très forte au sein de ces associations (Benoit-Guilbot 1986).

Dans son étude du quartier Daguerre dans le XIV^e arrondissement de Paris, Chalvon-Demersay (1984) montre comment des arrivants (jeunes de 25-35 ans "héritiers de 1968", d'un niveau culturel élevé, exerçant des professions intellectuelles ou para-intellectuelles dans le champ du savoir ou de la culture) investissent un quartier qu'ils valorisent pour sa diversité sociale et son inter-connaissance. Pour exister dans cet espace social et local (se construire une identité de classe dans un espace où elle n'est pas dominée), cette nouvelle population a besoin de l'ancienne (ouvriers, artisans, commerçants), tout en craignant l'arrivée de cadres supérieurs attirés par la nouvelle image du quartier, qui risquent de le "dénaturer" et surtout de le rendre moins accessible aux couches intellectuelles intermédiaires. Ces classes moyennes ont besoin d'en attirer d'autres, mais pas trop pour maintenir l'idéal du village (l'expérience quotidienne de la différence). C'est donc un rapport particulier qui se crée entre ces classes moyennes urbaines, liées au monde de l'art, de la culture et du spectacle, et les jeunes cadres supérieurs mieux dotés en capital économique. Les premières apparaissent comme les pionnières, celles qui ont investi et largement contribué à donner une image attractive du quartier. Elles ont souvent participé à la création des nouveaux lieux (salle de spectacle, bars, etc.) et à la rénovation du bâti, éléments qui (avec la localisation) rendent ensuite ces espaces très attractifs. Le deuxième groupe, les jeunes cadres du privé, à plus haut niveau de revenu, apparaît surtout comme celui des consommateurs de culture (et d'une image), susceptibles de fragiliser la position des premiers. C'est ainsi sur un rapport subtil et fragile, mettant en jeu d'un côté les classes populaires originelles et de l'autre les classes supérieures à la recherche de quartiers branchés, que repose la présence des "couches moyennes des arts et de la culture".

Cette valorisation de la mixité "bien dosée" est également mise en évidence par Bidou (1984) dans un travail sur les classes moyennes salariées autour du marché d'Aligre dans le XII^e arrondissement de Paris et dans le périurbain de Blois, Brest et Montpellier. Le mélange social, associé à l'authenticité de la vie sociale, est "l'élément qui alimente la vision positive que l'on a du quartier". Lorsque cette vie sociale est trop homogène, elle apparaît artificielle. Le quartier constitue ainsi pour ces catégories sociales un espace de communication privilégié et se construit comme un rapport mythique à l'espace. L'auteur rappelle cependant que cette valorisation de la mixité ne fonctionne jamais autant que lorsqu'elle reste en faveur des classes moyennes.

Les classes moyennes dans les transformations urbaines récentes

Différentes interprétations ont été proposées pour relier les transformations des structures sociales des villes à la place qu'y occupent les classes moyennes. Trois d'entre elles sont centrales dans le champ de la sociologie urbaine: la dualisation sociale et spatiale propre aux grandes métropoles, la gentrification, la sécession et le repli. Deux autres thèses, la moyennisation d'une part, la domination, les classements et distinctions de classes d'autre part, quoique moins présentes dans le champ urbain, méritent d'être discutées du point de vue de leurs implications quant à la cohabitation des classes moyennes avec les autres classes en ville. Ces différentes lectures ne sont pas exclusives les unes des autres, de nombreux auteurs articulent plusieurs de ces registres.

Dualisation, globalisation, exclusion

La thèse de la dualisation a été développée depuis une vingtaine d'années au moins. En France, elle est restée dans un premier temps implicite, la thèse de l'exclusion sociale et spatiale (les quartiers de relégation des pauvres opposés au reste de la ville) énonçant l'idée d'un écart croissant mais disant peu de la ville "inclusive". Aux États-Unis, où le réinvestissement urbain des élites a pris des formes spectaculaires depuis les années 1980, y compris sur le plan symbolique avec l'architecture postmoderne des nouveaux hôtels, bureaux, immeubles résidentiels et lieux culturels de prestige, elle a donné lieu à de nombreuses publications. L'une des plus explicites est *Dual City* (Castells & Mollenkopf 1991), qui cependant nuance dès l'introduction la thèse du titre —mais la précaution a moins marqué que le titre. Cette thèse a été reprise et amplifiée par Sassen dans *The Global City* (1991) qui a l'avantage de proposer une explication théorique forte à l'hypothèse de la dualisation. Selon elle, celle-ci serait la conséquence, sociale et spatiale, de la transformation de la structure de la main-d'œuvre et du marché du travail opérée par la nouvelle économie globale concentrée dans quelques grandes métropoles. Centrée sur les activités financières et les services avancés aux entreprises, elle produirait la dualisation sociale par la croissance, d'un côté du groupe des cadres très diplômés et très bien payés ("professionnels") et, de l'autre, d'un prolétariat tertiaire, sous-qualifié et sous-payé, au service des précédents dans les entreprises et dans la consommation personnelle. Sassen avance en corollaire l'idée du déclin de la classe moyenne, qui découlerait du recul de l'économie industrielle fordiste dont elle aurait été un produit. Quant à la dualisation spatiale, elle résulterait de la valorisation de certains espaces centraux par les entreprises et les ménages les plus riches, provoquant

le départ de tous les autres par la hausse considérable des prix fonciers et la concentration symétrique des pauvres dans les espaces délaissés.

Les travaux récents que nous avons conduits sur les transformations des structures sociales localisées en Île-de-France (Préteceille 2003) montrent que cette thèse n'y est pas vérifiée pour la dualisation sociale. Loin de diminuer, les catégories moyennes ont en effet progressé encore entre 1990 et 1999 ainsi d'ailleurs que les catégories supérieures, alors que les catégories populaires diminuaient au total —les employés restant à peu près stables et les ouvriers reculant nettement. L'analyse des transformations de l'économie francilienne entre 1982 et 1990 avait déjà montré que, si les fonctions économiques liées à la globalisation étaient les plus dynamiques en termes d'évolution de l'emploi, elles ne représentaient qu'une partie très minoritaire de l'économie de la métropole (Préteceille 1995). La divergence entre l'évolution francilienne et le modèle de la ville globale découle donc d'une part de la surestimation du poids de l'économie censée caractériser ledit modèle —activités financières et services avancés aux entreprises— et, d'autre part, d'une caractérisation trop unilatérale par Sassen des modifications de l'organisation du travail censées produire le déclin des classes moyennes.

À partir d'un autre cheminement, quelques sociologues (Dubet, Lapeyronnie, Martuccelli) rejoignent l'idée de la dualisation sociospatiale en mettant l'accent sur la difficulté de la société française à constituer encore une société nationale à haut niveau d'intégration et sur son glissement vers une "société de ségrégation" (Lapeyronnie 1993). Son cadre national, porté par l'État-nation, les institutions, la culture, l'économie serait fortement fragilisé et différencié selon les territoires et les groupes sociaux. La visibilité physique, mais aussi sociale, politique et médiatique, des quartiers en difficulté situés pour une large part dans les banlieues des plus grandes villes françaises serait la traduction urbaine de ce processus profond de désorganisation sociale. Le parallèle avec les thèses sur la dualisation repose sur l'idée d'un "décrochement" de la partie la plus fragile des classes populaires et de leur relégation dans des "quartiers d'exil". Dubet & Martuccelli (1998) parlent d'ailleurs de "classes moyennes pauvres" pour qualifier les habitants des quartiers de la politique de la ville et montrer à la fois l'affaiblissement de la culture ouvrière traditionnelle et l'adhésion à la culture de masse des classes moyennes comme modèle sinon comme pratique. La frustration est parfois d'autant plus vive que la cohabitation avec des couches sociales précaires leur rappelle au quotidien la fragilité de leur propre situation. Ce mélange social est alors source d'inquiétude et la protection contre la peur de la déchéance conduit à un repli sur la sphère privée ou encore au départ pour ceux qui le peuvent.

Pour la dualisation spatiale, nos résultats sur l'évolution des quartiers de la métropole parisienne entre 1990 et 1999 —utilisant le découpage en IRIS, quartiers d'environ 2000 habitants— montrent une tendance à la bipolarisa-

tion, au sens où l'on observe une distance sociale croissante entre des espaces supérieurs devenant plus supérieurs et certains espaces populaires devenant plus populaires (Préteceille 2003, chap. IV). Mais cette bipolarisation n'est pas une dualisation car les espaces moyens et mélangés gardent un poids important et la majorité des IRIS des espaces populaires voient un glissement de leur profil, léger ou plus accentué, vers les statuts moins populaires. L'idée du décrochement des quartiers en difficulté est donc vérifiée pour une partie d'entre eux, mais avec des nuances importantes puisque la majorité des espaces des classes populaires évolue différemment et que l'évolution du profil de ceux qui se prolétarisent n'est pas tout à fait celle des modèles théoriques, comme on le verra.

Sur les rapports entre ces "classes moyennes pauvres" et les autres classes moyennes plus intégrées (enseignants, travailleurs sociaux, professions paramédicales, professions intermédiaires des collectivités locales, etc.) ne résidant pas dans ces espaces relégués, ces auteurs parlent d'un "colonialisme interne". Cette notion, un peu forte, est mobilisée pour indiquer à la fois le degré de grande dépendance des populations de ces quartiers à l'égard de l'aide sociale, qui se traduit par la présence de professionnels du travail social au sens large, mais aussi la maîtrise des "véritables intérêts" des habitants par des professionnels qui vivent pour la plupart ailleurs. Étant donné l'importance de l'aide sociale dans ces quartiers et la superposition des dispositifs liés à la politique de la ville, ce point est loin d'être marginal pour qualifier la relation d'une partie de la population précaire avec cette frange des classes moyennes. Dans la mesure où leur vie sociale (école, consommation, loisirs, etc.) est ailleurs, leur relation aux classes populaires tient à ce rapport qui, sans être de pure domination, engage une forme de dépendance en plaçant la personne en situation de demandeur ou bénéficiaire. C'est dans les interactions concrètes dans les lieux d'accueil ou au guichet des établissements publics que cette rencontre se tend parfois. Pourtant, c'est le personnel le moins qualifié (les employés administratifs) qui assure ces tâches, c'est-à-dire ceux ayant la moindre distance sociale objective avec le public qu'ils accueillent (Siblot 2002). Ce point est une piste à creuser dans la recherche. En termes de relations entre les classes sociales et de perceptions, que produisent les espaces caractérisés par le maintien des professions intermédiaires du secteur public dans des quartiers plutôt populaires? Les différences de profil se traduisent-elles par des systèmes relationnels différents? Quels sont les impacts sur la vie locale et le rapport aux services publics?

La gentrification ou la conquête urbaine des classes moyennes

La gentrification désigne l'appropriation par les classes moyennes-supérieures d'espaces urbains originellement populaires bénéficiant d'atouts en

termes de localisation, de possibilités de rénovation du bâti, d'image, etc. qui, sous l'effet de processus multiples (destructions d'habitat insalubre, investissements privés, changements de politiques publiques, dynamiques du marché immobilier, stratégies des ménages mieux dotés, etc.), contribuent à changer le profil de la population, le tissu urbain, la vie associative, au détriment des classes populaires. Par cette notion, il s'agit d'expliquer la transformation de nombreux quartiers populaires centraux en quartiers dits branchés avec une présence importante de classes moyennes supérieures dotées d'un fort capital culturel. Ce processus est censé rendre compte de la disparition progressive des classes populaires, de plus en plus dominées à la fois sur le plan économique (montée en flèche de l'immobilier) mais aussi sur le plan culturel et politique (vie de quartier, associations, défense des intérêts, école, commerce, etc.).

Cette notion, proposée par Glass (1963) pour rendre compte des transformations de Londres, a connu un grand succès auprès des sociologues et géographes urbains anglais et américains depuis les années 1980 (Smith & Williams 1986, Zukin 1988, Butler & Savage 1995, Smith 1996, Hamnett 2003). Comme dans les travaux français plus récents (Bidou 1997, 2003), l'accent a été mis sur la particularité du profil des arrivants, surtout sur leur niveau de diplôme et la valorisation d'un mode de vie alternatif s'opposant à celui d'autres couches moyennes s'installant en banlieue. Ces aspects leur permettent d'exister dans leur différence à la fois avec les classes bourgeoises et moyennes supérieures des quartiers résidentiels, mais aussi avec les classes populaires des quartiers les plus stigmatisés.

Les caractéristiques urbaines de ces espaces sont privilégiées (urbanisme, logements, catégories populaires diversifiées) et imbriquées dans un mode de vie où la culture, les arts, la création, les dimensions symboliques sont essentiels (Zukin 1988). Selon la même logique que celle décrite par Chalvon-Demersay, la vie associative et les pratiques de consommation finissent par exclure la population originelle. Zukin a également insisté sur les transformations de la demande (changements sociodémographiques et contraintes économiques fortes dans l'accès aux banlieues plus huppées).

D'autres auteurs (Logan & Molotch 1987, Smith 1996) insistent davantage sur l'importance et les stratégies des producteurs de la ville (alors que les précédentes se situent plutôt du côté des consommateurs) qui ont vu dans la gentrification une opportunité formidable de spéculation en lien avec des transformations structurelles de l'économie, retrouvant là des analyses développées antérieurement en France à propos de la rénovation urbaine (Godard & al. 1973, Duclos 1973).

Dans la sociologie anglaise et américaine, l'insistance sur la gentrification tient au changement profond d'attitude imputé à une partie des classes supérieures et moyennes-supérieures vis-à-vis du centre ville. Le modèle

américain est celui de la suburbanisation des élites, abandonnant le centre aux affaires et aux taudis des quartiers pauvres. La gentrification marque un réinvestissement pratique et symbolique des espaces centraux par une partie des élites revalorisant leur usage résidentiel et de loisir, les classes moyennes étant elles-mêmes prises dans ce mouvement de balancier du fait du comportement d'imitation des classes supérieures qui leur est imputé.

Cette thèse, surtout dans sa première version a été peu à peu reprise et appliquée à l'analyse des métropoles de l'Europe continentale. Le contexte est pourtant a priori différent, puisque, dans ces cas, les espaces centraux n'ont jamais cessé d'être valorisés et habités par les classes supérieures —qui explique le succès plus tardif et plus modéré de la thèse de la gentrification en Europe continentale. Faut-il aujourd'hui en faire un axe majeur de l'analyse de la transformation des villes françaises, comme nous y invite Donzelot (2004) ?

Une première démarche consiste à vérifier l'ampleur du processus. Assiste-t-on à une transformation significative et relativement systématique des quartiers populaires les mieux situés, qui verraient leur caractère populaire disparaître à la faveur de l'installation massive de classes moyennes supérieures et diplômées ? Quelle est l'ampleur de ces changements ?

Nos travaux récents (Préteceille 2003) permettent d'évaluer l'intensité et l'importance de ce changement social urbain. Sur les 2636 IRIS qui étaient classés type populaire ouvrier en 1990, 500, près d'un cinquième, ont connu une évolution marquée par la forte croissance du poids des catégories supérieures. Il semble donc bien qu'un processus de gentrification soit à l'œuvre avec une ampleur non négligeable. Quatre nuances doivent cependant être apportées. En premier lieu, une partie seulement de ces quartiers populaires sont centraux. En second lieu, les cas de croissance des catégories supérieures sont plus nombreux sur l'ensemble des quartiers centraux de types supérieurs et moyens. En troisième lieu, le faible poids de départ des catégories supérieures dans les types populaires fait que son augmentation notable ne signifie pas nécessairement une forte progression en effectifs : seule une partie de ces quartiers populaires est marquée par une importante progression absolue des catégories supérieures. Enfin, ce sont surtout les cadres administratifs et commerciaux d'entreprise et les ingénieurs qui sont responsables de la progression des catégories supérieures, ce qui est assez différent du modèle théorique de la gentrification où l'étape de conquête est effectuée plutôt par les catégories d'artistes et d'intellectuels, les cadres d'entreprise ne prenant le relais, avec les promoteurs immobiliers, que dans un second temps.

Il faudra donc une analyse plus fine pour distinguer les cas qui relèvent du modèle de ceux qui dépendraient d'une conquête par des catégories supérieures distinctes des "gentrifieurs". Il faudra aussi étudier les types de pratiques et rapports sociaux qui se développent dans ces quartiers où les travaux

anglais comme ceux de Butler & Robson (2003) ont montré une certaine diversité.

La sécession et le repli: la mise à distance des classes populaires

Les travaux de Wilson (1987) sur l'appauvrissement des ghettos noirs américains ont contribué à impulser des études sur les logiques de distanciation et de concentration spatiales des classes sociales, de la pauvreté et des groupes ethniques. L'auteur insiste sur l'impact des transformations du marché du travail liées à la désindustrialisation au cours des années 1970, qui s'est traduite par une perte considérable d'emplois ouvriers. La population noire a été particulièrement touchée alors qu'elle peu bénéficié du développement des emplois plus qualifiés dans le tertiaire. Mais Wilson insiste autant sur les processus de déségrégation qui ont permis aux classes moyennes noires de quitter les ghettos. Ce départ aurait contribué à vider les ghettos des ressources sociales accessibles aux résidents, amplifiant leur paupérisation et leur stigmatisation, condensées dans l'émergence d'une "underclass" identifiée aux noirs pauvres des ghettos.

En France, les nombreux travaux sur les processus d'exclusion et de relégation urbaine ont mis en évidence des processus en partie semblables —paupérisation des quartiers populaires du fait de la forte montée du chômage ouvrier résultant des restructurations économiques engagées dès les années 1970, départ des classes moyennes dû à la recherche d'une amélioration de leur statut résidentiel, par passage de la location HLM à l'accession à la propriété— et en partie distincts, le départ étant considéré comme amplifié par les clivages ethno-raciaux. Ces analyses ont été synthétisées et durcies par Donzelot (1999) et Jaillet (1999) dans leur thèse de la "sécession" des classes moyennes, celles-ci s'orientant selon eux non seulement vers une fuite des quartiers d'habitat social, mais aussi des stratégies de plus en plus privées et individualistes dans le rapport à l'espace public et à l'État-providence. Ce processus de distanciation renforcée serait donc le résultat d'une stratégie délibérée des classes moyennes, qui, dans un souci de protection de leurs positions fragilisées (diplôme, chances de mobilité sociale pour les enfants, cadre de vie), verraient de plus en plus la cohabitation avec les classes les plus populaires comme un facteur défavorable à leur réussite sociale, voire au maintien de leur statut.

La traduction sociospatiale de cette évolution devrait être l'accroissement du caractère très populaire des quartiers où se trouvent les grands ensembles et parallèlement la concentration dans d'autres espaces de classes moyennes en fuite. Or nos analyses empiriques sur la métropole parisienne ne confirment pas vraiment cette thèse pour l'évolution d'ensemble; les indices de ségrégation des professions intermédiaires ont diminué, ce qui traduit une

plus grande diffusion spatiale au contraire de l'hypothèse de leur regroupement à l'écart. Parmi les catégories socioprofessionnelles supérieures, seules deux ont vu leur indice de ségrégation progresser: les cadres d'entreprise et les ingénieurs, non les catégories plus intellectuelles et/ou liées au secteur public, qui comptent une part majeure de membres assimilables aux classes moyennes (Préteceille 2003, 83-86).

Si l'on affine l'analyse en considérant l'évolution des indices de dissimilarité qui mesurent l'écart de distribution spatiale entre deux catégories (Oberti & Préteceille 2003, partie 2), ces résultats sont confirmés pour une part, modifiés pour une autre. La similitude de distribution résidentielle des professions intermédiaires et des employés, déjà très forte en 1990, s'est renforcée dans la majorité des cas. Quant à la proximité résidentielle entre les professions intermédiaires et les ouvriers, elle a connu des évolutions plus disparates que l'on résumera par un éloignement modéré. Pour les cadres et professions intellectuelles supérieures, on observe deux évolutions distinctes: d'un côté, pour les professions libérales, cadres d'entreprise et ingénieurs, les indices de dissimilarité augmentent, souvent très fortement, avec toutes les catégories d'employés et d'ouvriers; de l'autre, pour les cadres de la fonction publique et les professeurs, on trouve des cas d'augmentation modérée et de recul modérés. Les professions de l'information, des arts et du spectacle sont un peu entre les deux, avec des augmentations modérées mais systématiques des indices de dissimilarité avec les ouvriers et une forte augmentation de celui avec les personnels des services directs aux particuliers.

Les seules catégories pour lesquelles il y a un fort mouvement d'éloignement des classes populaires sont donc les plus nettement supérieures par le revenu et la position hiérarchique dans la division du travail, les professions libérales, cadres d'entreprise et ingénieurs, et les plus liées à l'entreprise privée. Il y a des mouvements plus disparates, d'éloignement modéré ou de rapprochement modéré avec les diverses catégories populaires, pour les professions intermédiaires et les plus moyennes des catégories supérieures.

Si l'on passe de l'analyse des indices globaux à celle de l'évolution des profils socioprofessionnels des espaces locaux (Préteceille 2003, 93-102), on trouve un groupe d'évolutions locales, déjà signalé, qui correspond au cas de quartiers populaires accentuant leur prolétarianisation par la plus forte progression du poids des précaires et des chômeurs ouvriers et employés, des personnels des services directs aux particuliers. C'est ce groupe qui devrait, selon le modèle théorique, être le plus affecté par la sécession des classes moyennes. Or dans les trois types de ce groupe, on constate que les cadres administratifs et commerciaux des entreprises et les ingénieurs sont les deux catégories de cadres dont le poids recule nettement partout, alors qu'il recule modérément voire augmente un peu pour les autres. Pour les professions intermédiaires, on observe aussi un recul systématique et assez fort du poids des professions

intermédiaires administratives et commerciales des entreprises, des techniciens et des contremaîtres, des instituteurs; par contre, le poids des professions intermédiaires de la santé et du travail social augmente un peu, celui des professions intermédiaires de la fonction publique ne recule sensiblement que dans un type sur trois.

Dans ces espaces où la prolétarianisation est la plus accentuée, il y a donc recul sensible des catégories moyennes liées aux entreprises, ainsi que des catégories supérieures des entreprises; alors que les catégories moyennes et supérieures plutôt liées au secteur public au sens large se maintiennent ou reculent peu. Pour ces espaces, le phénomène observé est donc assez différent du modèle de la sécession des classes moyennes. C'est celui d'un recul des effectifs de toutes les catégories de salariés ayant un emploi stable, non compensé par la forte croissance des chômeurs et des précaires. Les effectifs des salariés des entreprises, des cadres aux employés, chutent le plus. Seuls les instituteurs se rapprochent du modèle, mais ils ne sont qu'un élément de l'ensemble.

Dans ce débat, la définition précise des catégories impliquées est fondamentale, surtout en parallèle avec la situation américaine. Là-bas, le processus de fuite des classes moyennes blanches (*white flight*) vers la grande banlieue, motivé d'abord par le racisme et le désir d'échapper à la cohabitation résidentielle et scolaire ("*busing*" aurait accéléré le mouvement vers des banlieues extérieures à l'agglomération centrale pour échapper à la déségrégation scolaire) puis, plus récemment, par des préoccupations sécuritaires, est souvent relié dans les travaux américains récents à la constitution de nouveaux "ghettos" de classes moyennes, les "*gated communities*". Les dynamiques urbaines de Los Angeles sont souvent citées comme emblématiques (Davis 1990, Le Goix 2002). Il s'agit d'une classe moyenne, au sens américain du terme, correspondant en termes de revenu et de niveau de vie plutôt à des cadres moyens-supérieurs en France. Les coûts d'installation dans ce genre de résidences fermées sont considérables puisqu'au prix de l'immobilier s'ajoutent les services d'entretien et de protection (Davis 1990). Le souci sécuritaire s'y traduit par l'enclavement spatial et suppose une grande sélectivité sociale.

La situation semble bien différente en France. D'une part, il est certes possible de trouver des espaces résidentiels se rapprochant des "*gated communities*" américaines dans certaines banlieues chic (Ouest parisien surtout, Toulouse), concentrant des cadres supérieurs du privé, des professions libérales et des chefs d'entreprises dans des lieux fermés et protégés. Mais le phénomène n'a pas une grande ampleur et, en aucun cas, les classes moyennes fuyant les quartiers populaires n'ont les moyens de s'y installer. D'autre part, le profil social de la grande banlieue est très différent de celui des "*suburbs*": nos analyses montrent que la majorité des espaces pavillonnaires de la grande

banlieue, contrairement au modèle américain, sont habités surtout par les ménages d'employés, d'ouvriers et de contremaîtres.

La moyennisation ou la diffusion du mode de vie des classes moyennes

La forte croissance des classes moyennes et l'amélioration du niveau de vie des classes populaires au cours de l'après-guerre ont suscité de nombreux débats sociologiques sur les conséquences qu'il fallait en tirer en termes de modification de la morphologie sociale des sociétés capitalistes. Certains, comme Mills (1966), ont plutôt conclu à un changement sans modification des polarités opposant les travailleurs —cols blancs ou bleus— aux capitalistes. D'autres, comme Dahrendorf (1972), y ont plutôt vu l'avènement de nouvelles configurations. L'éventuel embourgeoisement des ouvriers par la consommation a été exploré par Goldthorpe (1972). En France, Mendras (1988) a développé cette analyse à partir de deux idées principales. D'abord, l'idée que les clivages et les distinctions de classes en termes de revenu, de consommation, d'éducation, se sont réduits, contribuant à former une constellation centrale, "moyenne", où certes des différences subsistent mais ne fonctionnent plus comme des marqueurs culturels et identitaires puissants. Une sorte de culture commune dominante tendrait ainsi à s'imposer, rendant encore plus exotique à la fois ce qui reste de "très bourgeois, voire aristocratique" vers le haut, ou relevant de la culture populaire traditionnelle vers le bas. Deuxième idée, ce sont les classes moyennes qui, fortes de leur capital culturel et d'un certain niveau de vie, de leur diffusion et de leur implication dans la société, entre autres dans les tâches d'encadrement et de formation, donnent le ton et contribuent à moyenniser la société contemporaine.

Mendras distingue cette constellation centrale, d'un côté, d'une élite économique, politique et administrative —au sommet de la hiérarchie des revenus et du pouvoir, qui, outre les grands patrons et les grandes professions libérales, comprend les grands corps d'État— et, de l'autre, d'une constellation populaire regroupant ouvriers, employés, mais aussi contremaîtres et techniciens moyennement qualifiés —qui a perdu en importance numérique et culturelle sous l'effet de la moindre influence du mouvement ouvrier et de ses institutions.

Cette constellation centrale comporte deux ensembles sociaux. Le premier regroupe les cadres, plutôt supérieurs, qui restent caractérisés par des diplômes et des revenus supérieurs. Ils sont aussi très liés à des carrières professionnelles et des responsabilités. Cet ensemble correspond assez bien à la "service class" telle qu'elle est définie dans de nombreux travaux anglo-saxons (Bidou-Zachariassen 2000). Ce que les Anglais ou les Américains nomment la classe moyenne correspond aux franges supérieures des classes moyennes

françaises voire à une partie de la classe dirigeante. Bien que de plus en plus éloigné de la culture bourgeoise traditionnelle par l'assouplissement des rites et codes familiaux et sexuels, la moindre formalité dans la sociabilité, cet ensemble se distingue d'une autre galaxie, constituée des instituteurs, professeurs, personnels des services médico-sociaux et culturels, cadres administratifs et moyens. Lequel groupe représente le véritable "noyau innovateur", dont le militantisme local est un élément essentiel. Ces "militants moraux" irriguent le tissu social d'associations qui leur permettent d'encadrer la société le plus souvent en référence à une idéologie de gauche. C'est dans le domaine des mœurs et de la culture que leur influence se fait sentir, contribuant à créer un mode de vie "moyen".

Quelle est la traduction spatiale de cette thèse ? Assiste-t-on à une moyennisation des espaces urbains ? C'est-à-dire, à l'opposé de la thèse précédente, à une atténuation de l'inscription dans l'espace des différences de classes ? Voit-on se développer des espaces "moyens" ou mélangeant les classes moyennes avec les autres classes ? Ou peut-on dire que cette capacité d'innovation et de diffusion des pratiques et des représentations sociales des classes moyennes ne passe pas nécessairement par plus de proximité physique et de mixité ? Les travaux sur l'Île-de-France donnent certains éléments de réponse qui, parfois, contestent la lecture de Mendras, parfois la valident partiellement : il n'y a pas d'atténuation de l'inscription spatiale des différences de classes, puisque la polarisation se renforce et qu'elle reste définie par l'opposition entre classes supérieures et ouvriers ; mais il y a bien expansion d'espaces moyens mélangeant les classes moyennes avec les autres.

Existe-t-il par ailleurs une expression territoriale à l'émergence du groupe innovant de cadres moyens et des professions intermédiaires du secteur public ? Ce groupe tend-il à se rapprocher des cadres supérieurs et des professions libérales ou, au contraire, assiste-t-on à une distanciation au moins spatiale des deux groupes ?

Là aussi les réponses sont nuancées. Il y a effectivement rapprochement, en termes résidentiels, entre la partie la plus moyenne et la plus liée au secteur public des cadres, et les professions intermédiaires ; par contre, le groupe des cadres d'entreprise et des ingénieurs a tendu à s'éloigner de cette constellation moyenne et à se rapprocher des chefs d'entreprise et des professions libérales, éléments centraux des localisations résidentielles typiques des classes supérieures. Mais ces grandes évolutions doivent être affinées, sociologiquement et spatialement, car on observe des regroupements ou éloignements différents entre catégories suivant les espaces —espaces parisiens, proche banlieue, banlieue plus éloignée— qui peuvent aussi correspondre à des compositions internes différentes des catégories suivant les localisations. À titre d'exemple, les professeurs résidant dans le VI^e arrondissement y côtoient des cadres de la fonction publique, des cadres d'entreprise, des professions libérales. Ceux

qui résident en Seine-Saint-Denis y côtoient d'autres catégories. Ce ne sont certainement pas les mêmes professeurs, en termes de statut (universitaires ou enseignants du secondaire), d'origine et de trajectoire sociale, malgré leur classement dans la même catégorie socioprofessionnelle.

Reste enfin à explorer l'évolution des dynamiques sociologiques de transformation des modes de vie, qui font que ces galaxies se rapprochent ou s'éloignent, qui valident ou non l'hypothèse de la capacité d'innovation de la galaxie moyenne-publique. Cette hypothèse a été développée dans les années 1970 dans la vision des nouvelles classes moyennes comme animatrices de scènes politiques locales, de nouvelles politiques culturelles, etc., mais elle n'a plus été reprise: par épuisement de cette capacité d'innovation, par déplacement de cette galaxie? L'enjeu est pourtant de taille dans la compréhension des processus locaux d'intégration sociale.

La traduction spatiale des classements et des distinctions de classes : la logique de la domination sociale

La sociologie de Bourdieu n'a pas été sans effets sur la façon de considérer l'espace dans l'analyse des structures sociales. Dès ses premiers travaux sur la maison kabyle, il a montré comment celle-ci peut être interprétée comme la traduction spatiale des structures et des dimensions symboliques de la différenciation sociale (Bourdieu 1980, annexe). Inscrit dans l'espace physique (la maison, le quartier, la ville, l'agglomération, etc.), l'espace social, lui-même hiérarchisé, révèle ses structures. C'est bien parce que l'espace physique, particulièrement urbain, contribue à marquer des différences entre les groupes sociaux, mais aussi parce qu'il permet une mise à distance spatiale et symbolique des autres, qu'il participe de l'exercice du pouvoir. La capacité à dominer l'espace est essentielle et détermine des "profits de localisation" (Bourdieu 1993, 164). L'articulation entre espace social et espace urbain a surtout été développée du point de vue de la valeur symbolique des lieux associée à leurs caractéristiques sociales, à commencer par celles de leurs habitants. Bourdieu lui-même s'est attaché dans son travail collectif (1993) à repérer les effets de lieu en termes de stigmatisation et de relégation.

C'est aussi par son travail sur les distinctions que Bourdieu a contribué à influencer des sociologues travaillant sur les classes sociales urbaines. En montrant les différences de pratiques et de représentations liées au capital économique, social et culturel, des divers groupes sociaux, il a incité des chercheurs à préciser les différenciations à l'œuvre dans l'espace urbain: les pratiques scolaires, les pratiques culturelles, les types de sociabilité, les stratégies de reproduction, etc. On peut citer à titre d'exemple les travaux de Pinçon-Charlot & Pinçon (1989) sur la bourgeoisie qui intègrent parfaitement les deux dimensions indiquées. En même temps et, parfois paradoxale-

ment, l'emphase mise sur la domination sociale des classes fortement dotées en capital économique et/ou culturel conduit à une vision dépendance, pour ne pas dire de soumission des classes moyennes ou populaires, au point parfois quelles apparaissent dans ces analyses comme dénuées de toute capacité d'innovation ou de redéfinition de leur place dans la société.

Les travaux de Bourdieu ont également inspiré des chercheurs d'autres pays, comme l'Allemagne où la théorie de l'habitus et de la distinction a été mobilisée par plusieurs chercheurs dont Dangschat (2003) pour définir des milieux sociaux homogènes quant aux styles de vie urbains et caractériser les rapports de coprésence résidentielle de milieux différents —l'accent étant mis sur les rapports entre classes moyennes et milieux populaires. En Grande-Bretagne, Butler (2003) ou Savage, dans sa recherche en cours sur "lifestyles and social integration", partent de la théorie de l'habitus pour caractériser les pratiques et les représentations sociales des classes moyennes, en mettant l'accent surtout sur les stratégies de reproduction sociale mobilisées dans les quartiers gentrifiés ou en voie de gentrification. Ils insistent sur les formes de conquête et d'organisation de certains espaces urbains cohérentes avec les ressources (les capitaux) nécessaires à la reproduction de ces classes. Des logiques de protection des conditions de reproduction du capital scolaire apparaissent, à travers un rapport très stratégique à l'offre scolaire locale. Des travaux français sur les classes moyennes tendent à mettre en évidence des phénomènes du même ordre (van Zanten 2001, Oberti 2004).

La sociologie de Bourdieu conduit logiquement à une vision très hiérarchisée de l'espace urbain comme reflet, certes déformé des structures sociales. La logique des champs, de leur conflit, celle de la domination, de la reproduction et de la distinction sociales, seraient au cœur des dynamiques de transformations des villes. C'est en se référant à ces mécanismes, pouvoir et rapports sociaux dans les différents champs et logiques de reproduction sociale de chacune des classes, que l'espace urbain, dans sa hiérarchie et ses différences, deviendrait intelligible.

Les résultats de nos analyses sur la différenciation sociale de l'espace urbain ne confirment ni n'infirmement cette lecture de la structuration du social dans l'espace. Si la hiérarchie des espaces mise en évidence par notre typologie socioprofessionnelle est plutôt convergente, il s'agit d'une hiérarchie de situations: se traduit-elle en relations hiérarchisées de domination entre catégories et entre espaces, c'est une autre question à laquelle l'analyse statistique de la distribution des catégories ne permet pas de répondre.

Le caractère multidimensionnel de la division sociale de l'espace qui ressort de la construction de la typologie est également assez convergent avec l'idée de la diversité des champs et types de capitaux organisant la hiérarchie sociale. Cependant, si l'espace urbain est hiérarchisé, c'est d'abord une hiérarchie d'espaces mélangés. Si les logiques de spécialisation sociale des terri-

toires sont nettement affirmées, cette spécialisation reste relative. Elle l'est déjà pour les catégories supérieures, pour lesquelles par exemple la différence entre les quartiers de la bourgeoisie plutôt intellectuelle ou plutôt d'entreprise relève plus de nuances dans les pondérations que d'une opposition de profil. Elle l'est beaucoup plus encore pour les catégories moyennes dont la distribution spatiale est une des moins polarisées, les catégories moyennes étant présentes dans tous les types d'espaces, pas seulement dans les espaces moyens.

Conclusion

La confrontation des théories dominantes à l'analyse de la place des classes moyennes dans les métropoles montre clairement la difficulté à réduire les processus en cours à une seule tendance, qu'il s'agisse de la gentrification, de la dualisation, de la moyennisation ou de la correspondance entre espace et statut social. Si certains éléments valident en partie quelques-uns de ces modèles interprétatifs, les tendances en cours ne se réduisent à aucun d'entre eux. L'hétérogénéité et la complexité des configurations locales et des tendances d'évolution sont des éléments incontournables de l'analyse de la structure sociospatiale des grandes métropoles et de la place qu'y occupent les classes moyennes.

Cette complexité, qui semble brouiller les lectures traditionnelles, plus schématiques, de la division de classe de l'espace, est un des arguments mobilisés par les interprétations postmodernes de la ville. Celles-ci récuse l'idée d'une forte structuration des identités sociales par la situation et les hiérarchies socio-économiques, tout comme celle d'une organisation territoriale résidentielle stable de ces identités. L'accent est mis sur la fluidité, sur l'individualisation, sur le choix variable dans le temps d'identités et de lieux par les individus. Dans ces lectures, la question de la ségrégation et de ses effets en termes d'inégalités et d'organisation territorialisée des rapports sociaux se dissout, la mobilité spatiale se substituant à l'ancrage territorial, la lecture des flux d'individus se substituant à celle des structures sociales urbaines (Urry 1999).

L'importance des processus de mobilité sociale et spatiale est indiscutable, de même que celle des processus d'individualisation dans la transformation de nombre de pratiques sociales. Mais cette vision d'une société de flux d'individus hypermobiles dans l'espace comme dans les identités nous paraît excessive et inadéquate. L'intensité de la mobilité résidentielle comme de la mobilité quotidienne ne dissolvent nullement les structures de la différenciation sociale de l'espace très marquées et assez stables. Ce paradoxe apparent est explicable par le fait que les individus mobiles sont assez largement

remplacés dans un territoire résidentiel donné par des individus socialement semblables, du fait que le rapport des individus et des ménages à l'espace résidentiel est fortement structuré par des processus économiques (niveau de revenu, niveau des prix du logement, localisation des types d'emploi), urbains (structure des parcs de logement, équipements et services locaux, infrastructures et accessibilité) et symboliques (images plus ou moins valorisantes des quartiers), processus eux-mêmes assez stables. La mobilité sociale, si elle ne doit pas être négligée, est néanmoins limitée et structurée. Enfin la mobilité spatiale, tant dans sa dimension quotidienne que dans la mobilité résidentielle, est socialement inégale dans ses moyens, ses contraintes et les opportunités qu'elle ouvre. L'image enchantée des individus hypermobiles et choisissant des identités fluctuantes est une projection des pratiques d'un groupe limité de cadres supérieurs très internationalisés, à fort revenu et fort capital culturel. Ce n'est pas une représentation juste, nous semble-t-il, des classes moyennes pour lesquelles les contraintes de revenu, de temps, d'accès aux services sont beaucoup plus fortes, pour lesquelles aussi la construction des identités nous paraît davantage inscrite dans des relations sociales localisées, dans des rapports de proximité sociale plus grande aux classes populaires

Bibliographie

- AUTHIER J.-Y. (dir), 2002 *Du domicile à la ville : vivre en quartier ancien*, Paris, Anthropos
- AUTHIER J.-Y. 1993 *La vie des lieux. Un quartier du vieux Lyon au fil du temps*, Lyon, PUL
- BENOIT-GUILBOT O. 1986 Quartiers dortoirs, quartiers villages : constitutions d'images et enjeux de stratégies localisées, in *L'esprit des lieux. Localités et changement social en France*. Paris, CNRS, 127-158
- BIDOU C., Dagnaud M., Duriez B., Ion J. & Mehl D. 1983 *Les couches moyennes salariées, mosaïque sociologique*, Saint-Étienne, CRESAL
- BIDOU C. 1984 *Les aventuriers du quotidien. Essai sur les nouvelles classes moyennes*, Paris, PUF
- BIDOU C. (dir), 2003 *Retours en ville*, Paris, Descartes & Cie
- BIDOU-ZACHARIASEN C. 1997 "La prise en compte de l'effet de territoire' dans l'analyse des quartiers urbains", *Revue française de sociologie*, 38-1, 97-117
- BIDOU-ZACHARIASEN C. 2000 "À propos de la 'service class' : Les classes moyennes dans la sociologie britannique", *Revue française de sociologie*, 41-4, 777-796
- BOURDIEU P. (dir.) 1993 *La misère du monde*, Paris, Seuil
- BOURDIEU P. 1980 *Le sens pratique*, Paris, Minuit
- BUTLER T. & ROBSON G. 2003 *London Calling : the middle classes and the making of inner London*, Oxford, Berg
- BUTLER T. & SAVAGE M. 1995 *Social change and the middle classes*, Londres, UCL Press

- Cahiers de l'Observation du changement social* 1982 Paris, CNRS, XVIII volumes
- CHALVON-DEMERSAY S. 1984, *Le triangle du XIV^e, de nouveaux habitants dans un vieux quartier de Paris*, Paris, MSH
- CHAMBOREDON J.-C. & LEMAIRE M. 1970 "Proximité spatiale et distance sociale", *Revue Française de Sociologie*, XI, 3-33
- DAGNAUD M. & MEHL D. 1982 "Les classes moyennes, animatrices des nouvelles scènes politiques locales." *Sociologie du Sud-Est*, 33-34, 123-131
- DAHRENDORF R. 1972 *Classes et conflit de classes dans la société industrielle*, Paris, Mouton
- DANGSCHAT, J. & HAMEDINGER A. org. 2003 *Lebensstile, Soziale Milieus und Siedlungsstrukturen*. Hannover, ARL
- DAVIS M. 1990 *City of quartz: excavating the future in Los Angeles*, Londres, Verso, traduction française, 1997, Paris, La découverte
- DONZELOT J. 2004 "La ville à trois vitesses: relégation, périurbanisation, gentrification", *Esprit*, mars
- DONZELOT J. 1999 "La nouvelle question urbaine", *Esprit*, 258, 87-114
- DUBET F. & MARTUCCELLI D. 1998 *Dans quelle société vivons-nous?*, Paris, Seuil
- DUCLOS D. 1973 *Propriété foncière et processus d'urbanisation. Deux opérations de rénovation urbaine à Paris entre 1958 et 1971*, Paris, Centre de Sociologie Urbaine
- GLASS R. 1963 *Introduction to London: aspects of change*, Londres, Centre for Urban Studies
- GODARD F. & al. 1973 *La rénovation urbaine à Paris: structure urbaine et logique de classe*. Paris, Mouton
- GOLDTHORPE J. H. 1972 *L'ouvrier de l'abondance*, Paris, Mouton
- GRAFMEYER Y. 1991 *Habiter Lyon. Milieux et quartiers du centre ville*, Lyon, Éditions du CNRS/PUL
- HAMNETT C. 2003 *Unequal City. London in the global arena*. Londres, Routledge
- JAILLET M.-C. 1999 "Peut-on parler de sécession urbaine à propos des villes européennes?", *Esprit*, 258, 145-167
- LABORIE J.-P. & VERGÈS P. 1986. Les petites villes dominées par les classes moyennes, in *L'esprit des lieux. Localités et changement social en France*. Paris, CNRS, 101-126
- LAPEYRONNIE D. 1993 *L'individu et les minorités. La France et la Grande-Bretagne face à leurs immigrés*, Paris, PUF
- LE GOIX R. 2002 "Les gated communities à Los Angeles", *Espace Géographique*, 4, 328-344
- LOGAN J. & MOLOTCH H. 1987 *Urban fortunes. Making place in the city*. Berkeley, University of California Press
- MENDRAS H. 1988 *La seconde révolution française*, Paris, Gallimard
- MILLS C. W. 1966 *Les cols blancs: essai sur les classes moyennes américaines*, Paris, Maspéro
- MOLLENKOPF J. H. & CASTELLS M. (dir.) 1991 *Dual City. Restructuring New York*. New York, Russell Sage Foundation
- OBERTI M. 2004 *Ségrégation urbaine et scolaire dans l'ouest parisien*, Paris, Observatoire Sociologique du Changement
- OBERTI M. & PRÉTECEILLE E. 2003 *Les classes moyennes dans la ségrégation sociale. Le cas de la métropole parisienne*. Paris, Observatoire Sociologique du Changement

- PINÇON M. 1982 *Cohabiter : groupes sociaux et modes de vie dans une cité HLM*, Paris, Plan construction
- PINÇON M. & PINÇON-CHARLOT M. 1989 *Dans les beaux quartiers*, Paris, Seuil
- PRÉTECEILLE E. 1995 "Division sociale de l'espace et globalisation. Le cas de la métropole parisienne", *Sociétés Contemporaines*, 22-23, 33-67
- PRÉTECEILLE E. 2003 *La division sociale de l'espace francilien. Typologie socioprofessionnelle 1999 et transformations de l'espace résidentiel 1990-99*. Paris, Observatoire Sociologique du Changement FNSP-CNRS
- SASSEN S. 1991 *The global city. New York, London, Tokyo*, Princeton, Princeton University Press
- SIBLOT Y. 2002 "Relations employés/clientèle à la poste", *Sociétés contemporaines*, 47, 79-99
- SMITH N. & WILLIAMS P. (dir.) 1986 *Gentrification of the city*. London, Allen and Unwin
- SMITH N. 1996 *The New Urban Frontier. Gentrification and the Revanchist City*. London, Routledge
- URRY J. 1999 *Sociology Beyond Societies : Mobilities for the Twenty First Century*, Londres, Routledge
- van ZANTEN A. 2001 *L'école de la périphérie. Scolarité et ségrégation en banlieue*, Paris, PUF
- WILSON W. J. 1987 *The truly disadvantaged : the inner city, the underclass and public policy*, Chicago, University of Chicago Press, traduction française, 1994, *Les oubliés de l'Amérique*, Paris, Desclée de Brouwer
- ZUKIN S. 1988 *Loft living. Culture and Capital in Urban Change*, Londres, Radius